Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 7 novembre au 13 novembre 2019

Mexique — 2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Économie

La banque centrale mexicaine (Banxico) a annoncé jeudi 14 novembre sa troisième réduction consécutive du taux d'intérêt de 25 points de base, conformément aux attentes de la plupart des analystes. Il atteint ainsi 7,5%. Trois réductions consécutives du taux d'intérêt n'avaient pas été observées depuis début 2009. Ce choix est justifié par Banxico par les niveaux plus faibles d'inflation enregistrés et par l'ampleur du ralentissement économique.

Le salaire minimum devrait croître de 16% en 2020, soit autant que sur l'année 2019. Il devrait ainsi connaître sa plus forte augmentation en trois décennies selon la commission nationale du salaire minimum. L'augmentation du salaire minimum en 2019 aurait contribué à ce que deux millions de personnes sortent du seuil de pauvreté au Mexique, selon la Commission Nationale des Salaires Minimums (Conasami).

Le FMI considère le Mexique comme l'un des cinq pays de l'OCDE présentant les plus grandes inégalités sur son territoire. Le représentant de la Banque mondiale au Mexique a par ailleurs souligné que ces inégalités ne cesseront pas d'augmenter sans une politique spécifique vers les régions plus pauvres.

77% des investisseurs interrogés par Bank of America (BofA) s'attendent à ce que les agences de notation baissent la note souveraine du Mexique et que le pays perde ainsi la note d'"*investment grade*". Il s'agit du pourcentage le plus élevé depuis janvier, date à laquelle la question a été incluse dans l'enquête réalisée auprès des gestionnaires de fonds d'investissement en Amérique latine. Parmi les plus gros risques perçus par les investisseurs figurent les décisions gouvernementales, mentionnées dans 58% de réponses.

Andrés Manuel López Obrador dévoilera le 26 novembre prochain le plan national d'infrastructure. Ce plan devrait comprendre 60 projets de travaux pour 2020 et au moins 15 concessions provenant du secteur public et ce pour un montant total de 8 Mds USD. Interrogés, les chefs d'entreprises ont confirmé que ce plan se concentrerait au début sur des projets d'infrastructures et énergétiques auxquels l'initiative privée participerait immédiatement.

La Chambre mexicaine de l'industrie et de la construction (CMIC) a estimé que le sous-exercice des dépenses publiques atteindra 50% à fin 2019 soit 10 Mds USD. Le secrétaire de la CMIC a demandé au gouvernement d'accélérer le processus de participation du secteur privé et du développement de partenariats publics-privés pour relancer l'investissement.

Pour le douzième mois consécutif, l'activité industrielle s'est contractée : elle a reculé de 2% g.a. en septembre 2019. Les sous-secteurs de la construction (- 7,3% g.a.) et de l'activité minière (- 3%) ont subi les plus fortes baisses tandis que le secteur regroupant les activités d'électricité, de gaz et d'eau a connu une croissance de 3,2%. Les analystes ont souligné l'importance d'une relance de l'investissement public dans les infrastructures pour éviter une nouvelle baisse des estimations de croissance.

Au mois d'octobre 2019, 160 000 nouveaux emplois ont été enregistrés auprès de l'IMSS soit une baisse de 2% g.a. Le nombre de nouveaux emplois formels a diminué sur 11 des 12 derniers mois, n'augmentant qu'au mois de septembre dernier (+12%). L'institut précise que 67% des emplois générés au mois d'octobre sont des emplois permanents. En détail, les secteurs de l'agriculture (+5,3%), des transports (+5,2%) et du commerce (+29%) ont généré plus d'emplois qu'en 2018. A l'inverse les secteurs de la construction (-2,3%) et de l'industrie extractive (-1%) ont moins recruté. En cumulé, 650 000 nouveaux travailleurs formels ont été enregistrés sur les 10 premiers mois de l'année, soit 31% de moins qu'en 2018.

Selon l'agence de notation Moody's, la violence qui sévit au Mexique est en train de devenir un risque national majeur qui nuit à la notation du pays. Bien que la violence ne soit pas le principal facteur qui pèse sur la notation, l'agence estime que ce facteur affecte les perspectives économiques, les investissements et le coût des transactions commerciales.

BBVA a annoncé une croissance des actifs des fonds d'investissement de la place boursière mexicaine de 1,9% g.a. à fin octobre, qui contraste avec le ralentissement de l'économie mexicaine et la faible performance des actifs boursiers (- 4,7% g.a. au 6 novembre 2019). De même, les experts n'ont pas constaté de sortie significative d'investissement sur le marché des obligations mexicaines.

Finances publiques

Les députés ont effectué des modifications sur le budget des dépenses 2020 allouant notamment 261 M USD (5 Mds MXN) supplémentaires au Fonds Régional des Métropoles et au Fonds dédié aux peuples autochtones. Cet effort souligne l'engagement du pouvoir législatif pour combattre les inégalités sociales. Créé en 2007, le Fonds Régional (*Fonregión*) a but pour but de corriger les déséquilibres de développement entre les régions, allouant 50% de ces ressources aux trois Etats les plus pauvres et la moitié restante aux sept autres Etats ayant l'Indice de Développement Humain le plus faible.

Le secteur industriel, par l'intermédiaire de la Confédération des chambres industrielles du Mexique (Concamin), a adressé plusieurs demandes aux députés concernant le budget des dépenses pour 2020, dont la demande de ressources supplémentaires pour des investissements productifs dans les infrastructures. Les industriels demandent notamment une réaffectation d'au moins 5 Mds USD (100 Mds MXN) supplémentaires aux infrastructures, au logement, à l'éducation, à la santé et au soutien de l'agriculture. Suite au sous-exercice important du budget cette année, ils proposent à l'avenir de pénaliser le sous-exercice comme un acte d'omission et de négligence.

Entreprises et grands contrats

La compagnie pétrolière Shell commencera à forer le mois prochain le puits Chibu-1EXP, un puits d'exploration en eaux ultra-profondes situé dans le golfe du Mexique, près de Veracruz. La Commission national des hydrocarbures (CNH) a approuvé le 13 novembre le plan de l'entreprise, qui prévoit un investissement de 87,1 M USD pour le forage.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 13/11/2019
Bourse (IPC)	-1,6 %	+1,8 %	43 099 points
Taux de change USD/Peso	+2,5 %	-5,1 %	19,36 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+0,5%	-7,1 %	21,30 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-6,0%	-18,8 %	49,03 USD

AMERIQUE CENTRALE — 2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

La Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) prévoit une croissance de +2,5% (g.a.) pour l'année 2019 sur l'ensemble de l'Amérique Centrale. D'après le rapport *Projections de croissance de l'Amérique latine et des Caraïbes*, les prévisions de croissance seraient de +3,7% pour le Panama, +3,3% pour le Guatemala, +2,9% pour le Honduras, +2,2% pour le Salvador, +1,8% pour le Costa Rica et -5% pour le Nicaragua. La CEPAL estime pour l'année 2020 un taux de croissance moyen sur la zone centraméricaine de +3,2%, avec +3,8% pour le Panama, +3,2% pour le Guatemala, +2,9% pour le Honduras, +2,2% pour le Salvador, +1,8% pour le Panama et -2% pour le Nicaragua.

Costa Rica — 2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

Le gouvernement costaricain a conclu mardi 12 novembre l'émission d'euro-obligations sur les marchés internationaux pour une valeur totale de 1,5 Md USD à échéance 2045 (dont 1,2 Md USD à un taux de 6,25% et 300 M USD à un taux de 7,25%).

Guatemala — 2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

En septembre 2019, l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) du Guatemala a connu une hausse de 4,2% par rapport à l'année précédente. Cette croissance s'explique par la performance des secteurs du commerce, du secteur privé, de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse, de la sylviculture et de la pêche, des industries manufacturières et de l'intermédiation financière, assurances et activités auxiliaires.

La Banque Centrale de Guatemala (Banguat) prévoit un taux de croissance du secteur de la construction de +5,8% g.a pour l'année 2019. Celui-ci n'avait pas connu de taux de croissance aussi élevé depuis 2011 et son dynamisme serait dû à la hausse des autorisations et

réalisations de constructions. La croissance se reflète notamment dans le secteur de la quincaillerie, puisque d'après le directeur de Ferretexpo, les ventes dans le secteur devraient augmenter de 20% au cours de l'année 2019.

Les activités hôtelières et de restauration ont augmenté de 7,4% g.a. au cours du second trimestre 2019, d'après Banguat. Jusqu'au mois de juin, les secteurs ont enregistré des recettes de 493 M USD contre 467M USD entre janvier et juin 2018. L'occupation hôtelière au cours du premier semestre 2019 a augmenté de 9% par rapport à l'année précédente.

Honduras **2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts**

La Chambre Hondurienne de l'Industrie de la Construction (Chico) anticipe une baisse de 182 M USD d'investissements et la suppression de plus de 20 000 emplois pour la fin de l'année 2019. Cette baisse s'explique par un arrêt des crédits octroyés aux classes moyennes pour les logements, une baisse des prix des matériaux de construction et une baisse des investissements directs à l'étranger perçus dans le pays.

Suite à une mission effectuée début novembre au Honduras, le FMI souligne des avancées dans l'exécution de l'accord économique signé en mai dernier et prévoit une reprise de la croissance économique pour 2020. L'institution internationale souligne notamment le renforcement des régulations au sein du secteur électrique par la création d'un système indépendant et par les efforts de l'Entreprise Nationale de l'Energie Electrique (ENEE) en matière de gouvernance et de transparence. LE FMI félicite par ailleurs la mise en place par le gouvernement d'une feuille de route pour améliorer la gouvernance et le climat des affaires. Elle inclut notamment des propositions de réformes de la Banque Centrale, l'amélioration du processus budgétaire, la qualité des dépenses publiques, des simplifications administratives et autres réformes pour lutter contre la corruption.

Nicaragua **2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts**

Le Nicaragua n'a pas publié d'indice mensuel de l'activité économique (IMAE) depuis février 2019, engendrant une forte incertitude pour les entreprises. Le dernier rapport de la Banque Centrale de Nicaragua estimait une baisse interannuelle de 7,5% entre février 2019 et février 2018, due notamment aux secteurs hôtelier et piscicole. Le manque d'information officielle a engendré une carence dans les rapports du Conseil Supérieur des Entreprises Privées (Cosep) et de la Fondation Nicaraguayenne pour le Développement Economique et Social (Funides).

Standard and Poor's améliore la perspective de risque-pays du Nicaragua, de négative à stable. L'agence de notation estime que la stabilisation récente de la liquidité et l'accès continu du gouvernement aux financements internes et externes justifient ce choix, malgré le contexte de récession et la forte incertitude politique. Cependant, S&P maintient qu'une baisse de la note souveraine dans les 12 à 24 prochains mois est possible si la situation venait à se détériorer.

Panama **2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts**

De janvier à septembre 2019, les recettes de l'Etat ont diminué de 5,4% g.a. pour atteindre 4,9 Mds USD (contre 5,3 Mds USD en 2018). Les recettes fiscales ont quant à elles diminué de 2,4%, passant de 4 Mds USD en 2018 à 3,9 Mds USD en 2019.

L'agence de notation Fitch Ratings a fait part de sa préoccupation quant au manque de «crédibilité budgétaire » du Panama, notamment due aux modifications répétées du seuil du déficit budgétaire. Selon l'agence de notation, la croissance économique du Panama devrait être seulement de 3,3% en 2019, inférieure au 3,7% de croissance enregistrée en 2018. Pour 2020, la croissance économique de Panama devrait s'établir à 4,5%, impulsée par l'activité minière de Cobre Panama. Fitch Ratings estime par ailleurs que la dette du Panama devrait dépasser 40% du PIB en 2021.

Le Forum mondial sur la transparence de l'OCDE, chargé d'élaborer les règles en matière de fiscalité visant à éliminer les paradis fiscaux, a qualifié le Panama d'État «partiellement conforme» au système d'échange d'informations financières entre pays. Sur la période avril 2015 – mars 2018, le Panama n'a envoyé que 20 demandes d'informations financières sur le pays sur les 302 demandes formulées. L'OCDE a rappelé au pays la nécessité de répondre pleinement aux demandes fiscales en temps voulu.

Salvador **2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts**

Le Salvador se place 6ème sur 21 pays de l'indice *Infrascope 2019* de The Economist Intelligence Unit, qui mesure la capacité des pays à mettre en œuvre des partenariats public-privé durables et efficaces. A la suite de ces résultats, la Banque Interaméricaine de Développement (BID) suggère au Salvador de diversifier ses partenariats publics-privés (PPP), incluant davantage de projets de stations de traitement des eaux, d'hôpitaux, de bâtiments publics, d'aéroports et de ports. D'après *Infrascope* 2019, le pays possèderait l'une des meilleures législations pour développer les PPP dans la zone.

L'entreprise française Neoen poursuit la construction de la nouvelle centrale solaire Capella Solar, dans le département d'Usulutan. Le projet compte deux stations cumulant une capacité de 140 MW, composées de 410 000 panneaux solaires pouvant alimenter en moyenne 255 000 foyers en énergie. La nouvelle centrale sera la plus grande de la zone centraméricaine. Elle entrera en service courant 1er semestre 2020. Neoen dispose déjà d'un premier parc solaire au Salvador nommé ''Providencia solar'' (101MW) et est le leader du solaire dans le pays.

La Superintendance de la concurrence (SC) a validé la demande d'América Móvil de rachat de Telefónica, d'un montant de 313 M USD. Après avoir refusé les deux premières demandes d'autorisation de concentration économique, l'administration salvadorienne a validé l'autorisation en question en septembre dernier.

CARAÏBES — 2018 –PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba — 2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

L'activité aérienne à Cuba augmente malgré les récentes mesures prises à l'encontre du secteur de l'aviation annoncées en octobre dernier par Washington. Deux nouvelles lignes vers l'île ont notamment été lancées (Cancun-La Havane, par Viva Aerobus et Munich-Santa Clara, par Lufthansa) tandis que d'autres lignes voient leur fréquence augmenter (notamment La Havane-Merida, par Interjet), répondant notamment à la hausse de la demande du marché cubain.

Selon le Havana Consulting Group, Cuba aurait reçu 6,6 Mds USD en *remesas* au cours de l'année 2018. Les seuls transferts financiers auraient atteint près de 3,7 Mds USD. Conjugués aux transferts et donations de marchandises, les remesas dépasseraient ainsi les exportations de services médicaux et représenteraient la principale source de revenus de la population cubaine (51 % selon l'étude). Sur les 10 dernières années, elles auraient atteint près de 30 Mds USD, dont 90% en provenance des Etats-Unis.

République dominicaine — 2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

Le ministre de l'Economie, de la Planification et du Développement a déclaré que le système de sécurité sociale dominicain était endetté à hauteur de 5,5 Mds USD, dont 95% résultant des surtaxes et des arriérés. Juan Ariel Jiménez Núñez a déclaré à ce propos que l'entité qu'il dirige, développe une série d'études visant à faire les propositions nécessaires pour corriger la situation, dont notamment un projet visant à renforcer le Trésor de la Sécurité sociale en lui conférant l'autonomie juridique et la capacité d'appliquer des sanctions pécuniaires.

Le marché boursier en République dominicaine a progressé à un taux annuel moyen de 32%, passant de 10,2 Mds USD à 51,2 Mds USD en sept ans, selon le représentant de la Banque interaméricaine de Développement (BID) dans le pays.

L'arrivée de touristes étrangers en République dominicaine a enregistré une baisse de 3,8% au cours des dix premiers mois de l'année, selon la Banque centrale. La République dominicaine cumule ainsi cinq mois consécutifs de réduction des entrées de touristes étrangers, bien que cela ait été partiellement compensé par la croissance de 15,2% du nombre de touristes dominicains résidant à l'étranger.

La banque BHD León a annoncé le lancement de Flexienvíos, une plate-forme de services d'envoi de fonds numériques qui permet aux utilisateurs d'envoyer des remesas des États-Unis vers la République dominicaine via un appareil mobile ou un ordinateur.

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico

Clause de non-responsabilité
Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico
Ambassade de France au Mexique
Campos Eliseos 339, Col. Polanco
11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico
Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba
© DG Trésor

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE